



HAL
open science

Comportement des systèmes agricoles sous différents scénarios politiques. Résumé de l'étude réalisée en 2006 à partir d'enquêtes auprès d'exploitants agricoles

Laure Latruffe

► **To cite this version:**

Laure Latruffe. Comportement des systèmes agricoles sous différents scénarios politiques. Résumé de l'étude réalisée en 2006 à partir d'enquêtes auprès d'exploitants agricoles. 2009, 10 p. hal-01462385

HAL Id: hal-01462385

<https://hal.science/hal-01462385>

Submitted on 6 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Comportement des systèmes agricoles sous différents scénarios politiques

Résumé de l'étude réalisée en 2006 à partir d'enquêtes auprès d'exploitants agricoles

Janvier 2009

UMR SMART, INRA, Rennes



INRA, UMR SMART (Structures et Marchés Agricoles, Ressources, Territoires)
4 Allée Bobierre, CS 61103, 35011 Rennes cedex
Tél. : 02.23.48.53.82. Fax : 02.23.48.53.80
<http://www.rennes.inra.fr/smart>

Comportement des systèmes agricoles sous différents scénarios politiques

Résumé de l'étude réalisée en 2006 à partir d'enquêtes auprès d'exploitants agricoles

1. Contexte et objectifs

Ce document résume l'étude sur le comportement des systèmes agricoles sous différents scénarios politiques, commanditée en 2006 par l'institut de recherche de la Commission Européenne (l'IPTS, « Institute for Prospective Technological Studies ») de Séville.

Cette étude s'inscrivait dans le contexte de réforme des politiques agricoles dans les pays de l'Union Européenne, lesquelles politiques s'orientent vers un découplage plus important des aides et une réduction du soutien à l'agriculture. Le contexte principal était, d'une part, la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) de 2003, introduisant des paiements uniques à l'exploitation pour les anciens Etats Membres de l'Union Européenne et des paiements uniques à l'hectare pour les nouveaux Etats Membres, et, d'autre part, le Bilan de Santé de la PAC en vue de la réforme de 2013. Ces modifications des politiques agricoles peuvent avoir des conséquences majeures sur la stratégie des agriculteurs. Des recherches se font continuellement sur les changements potentiels de comportement de la part des agriculteurs sous divers scénarios de politiques, en terme d'utilisation des terres, d'allocation du travail sur et hors exploitation, et d'investissements productifs ou non productifs. C'est ce dernier point qui était le sujet de cette étude : l'influence de la politique agricole sur les décisions d'investissement des agriculteurs, et l'influence de ces décisions sur les structures agricoles et la durabilité des exploitations.

Des équipes de recherche de sept pays de l'Union Européenne (Allemagne, Espagne, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne) ont participé à cette étude, coordonnée par l'Université de Bologne en Italie. La partie française de l'étude était pour sa part réalisée par l'unité d'économie de l'INRA de Rennes (à l'époque Unité d'Economie et Sociologie Rurales, ESR ; maintenant Unité Mixte de Recherche « Structures et Marchés Agricoles, Ressources, Territoires », UMR SMART). Les différentes équipes de recherche ont réalisé des enquêtes auprès d'agriculteurs dans leur pays et ont récolté en parallèle un certain nombre de données secondaires concernant la région enquêtée (voir sections 2.2. et 2.3.). L'Université de Bologne a ensuite réalisé l'analyse de ces données d'enquêtes et secondaires.

2. Méthode

Pour conduire cette étude, quatre étapes étaient nécessaires : 1) le choix des scénarios sous lesquels le comportement des agriculteurs était à analyser ; 2) les données primaires à récolter par des enquêtes auprès d'agriculteurs ; 3) les données secondaires à récupérer ; 4) l'analyse de ces données primaires et secondaires.

2.1. La définition des scénarios

Lors de cette première étape, l'Université de Bologne, en collaboration avec l'IPTS, a choisi les scénarios d'évolution de la politique agricole et d'évolution des prix agricoles, sous lesquels les analyses de changement de comportement seraient réalisées, et ce sur la période 2006-2021.

Le tableau 1 décrit les scénarios choisis. Le comportement des agriculteurs a été analysé sous cinq scénarios (S2.1, S2.2, S3.1, S3.2, S3.3) par rapport à leur comportement potentiel sous un scénario de référence (S1). Ce scénario de référence est une application jusqu'en 2021 de la politique agricole telle qu'elle était en 2006, avec toutefois une réduction du soutien de 10% pour tenir compte des contraintes budgétaires de la Commission Européenne. Les autres scénarios proposent une PAC plus découplée, sur toute la période (S2.1 et S2.2), ou jusqu'à 2013 seulement puis une suppression graduelle (S3.2 et S3.3) ou immédiate (S3.1) du soutien. Les prix sont supposés être maintenus à leur niveau de 2006 dans trois scénarios (S2.1, S3.1 et S3.2) et subir une réduction de 20% sur toute la période par rapport à leur niveau de 2006 sous deux scénarios (S2.2 et S3.3).

Tableau 1 : Description des scénarios d'évolution de la politique agricole et des prix

Nom des scénarios		Description des scénarios	
		Evolution de la politique agricole	Evolution des prix
Scénario de référence	S1	* Politique en place en 2006 appliquée jusqu'à 2021 (Agenda 2000 pour les anciens Etats Membres ; PAC avec paiements à l'hectare pour les nouveaux Etats Membres)	Prix de 2006 maintenus
	S2.1	* Politique découplée appliquée jusqu'à 2021 (réforme de la PAC de 2003 pour les anciens Etats Membres ; PAC totalement découplée pour les nouveaux Etats Membres)	Prix de 2006 maintenus
Découplage	S2.2	* Politique découplée appliquée jusqu'à 2021 (réforme de la PAC de 2003 pour les anciens Etats Membres ; PAC totalement découplée pour les nouveaux Etats Membres)	Réduction des prix de 20% par rapport à leur niveau de 2006
	S3.1	* Politique découplée (cf. définition dans les scénarios S2.1 et S2.2) appliquée jusqu'à 2013 * Aucun soutien après 2013	Prix de 2006 maintenus
Suppression du soutien	S3.2	* Politique découplée (cf. définition dans les scénarios S2.1 et S2.2) appliquée jusqu'à 2013 * Réduction graduelle du soutien après 2013 jusqu'à suppression complète en 2021	Prix de 2006 maintenus
	S3.3	* Politique découplée (cf. définition dans les scénarios S2.1 et S2.2) appliquée jusqu'à 2013 * Réduction graduelle du soutien après 2013 jusqu'à suppression complète en 2021	Réduction des prix de 20% par rapport à leur niveau de 2006

2.2. *L'enquête auprès des agriculteurs*

Dans chacun des sept pays partenaires de l'étude (Allemagne, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne, Espagne), une enquête a été réalisée en 2006 auprès d'agriculteurs afin de récolter les informations primaires nécessaires aux analyses. Ces données primaires concernaient : les caractéristiques de l'exploitation (activités, utilisation des terres, allocation du travail, endettement, équipement utilisé, subventions reçues, etc) ; les caractéristiques du ménage (nombre de membres, travail sur et hors exploitation, revenu, etc) ; la priorité que donnait l'exploitant à certains objectifs lors de sa prise de décisions (subvenir aux besoins du ménage, diversifier ses activités, se préserver du temps libre, etc) ; les contraintes auxquelles l'exploitant devait faire face lors de sa prise de décisions (disponibilité de terres, disponibilité de la main d'œuvre, disponibilité de la trésorerie, débouchés potentiels, etc) ; et les investissements passés et ceux envisagés dans les prochaines années.

Au total (dans les sept pays) 248 exploitations ont été enquêtées, dont 166 en production conventionnelle et le reste en production biologique. La plupart des exploitations de l'échantillon total était en Italie (82 exploitations) et en Pologne (63 exploitations). En France, 6 exploitations ont été enquêtées, toutes dans le département de l'Eure-et-Loir et toutes en production conventionnelle.

Le Tableau 2 décrit l'échantillon total et l'échantillon français : quelques caractéristiques des exploitations, leurs objectifs prioritaires, leurs contraintes principales, leur opinion concernant l'évolution potentielle de la politique agricole après 2013.

En 2006 les 6 exploitations françaises avaient une taille moyenne de 174 hectares (40 hectares pour la plus petite, 350 hectares pour la plus grande). La principale contrainte à laquelle ces exploitants français devaient faire face était une faible disponibilité de la trésorerie pour trois d'entre eux, et une faible disponibilité de terres pour deux d'entre eux (en grande partie due aux processus d'urbanisation) ; un seul exploitant n'avait pas de contraintes. Concernant leurs objectifs, deux exploitants français avaient classé comme leur objectif le plus important l'objectif de limiter leur endettement, deux exploitants souhaitaient épargner en priorité, un exploitant avait pour objectif principal de stabiliser son revenu, et un exploitant de diversifier ses activités. Quant à l'évolution des paiements de la politique agricole après 2013, les six exploitants français pensaient que les paiements découplés allaient diminuer, alors que seulement deux d'entre eux envisageaient une baisse des paiements couplés et quatre d'entre eux une diminution des paiements du deuxième pilier. Un seul exploitant pensait que les paiements couplés allaient augmenter, deux exploitants considéraient que le montant de ces paiements serait stable, et un exploitant n'avait pas d'opinion.

Tableau 2 : Description des exploitations enquêtées en 2006

	Echantillon total (248 exploitations)	Echantillon français (6 exploitations)		
Caractéristiques des exploitations en 2006	<i>Moyenne de l'échantillon</i>	<i>Moyenne de l'échantillon</i>		
Age du chef d'exploitation	49 ans	44 ans		
Surface agricole utile	98 hectares	174 hectares		
Pourcentage de terres en fermage	32 %	71 %		
Pourcentage du travail salarié dans le travail total	37 %	26 %		
Montant par exploitation des paiements uniques à l'exploitation (anciens Etats Membres) ou des paiements à l'hectare (nouveaux Etats Membres)	9 847 euros	55 965 euros		
Objectifs des exploitants	<i>Pourcentage de répondants</i>	<i>Nombre de répondants</i>		
<i>Répondants ayant classé comme objectif le plus important :</i>				
Améliorer la stabilité du revenu	51 %	1		
Epargner	18 %	2		
Consommer, subvenir aux besoins du ménage	9 %	0		
Limiter l'endettement du ménage	8 %	2		
Se préserver du temps libre	7 %	0		
Diversifier les activités du ménage	6 %	1		
Contraintes auxquelles faisaient face les exploitants	<i>Pourcentage de répondants</i>	<i>Nombre de répondants</i>		
<i>Répondants ayant classé comme contrainte la plus importante :</i>				
Problèmes de commercialisation	32 %	0		
Difficultés de trésorerie	18 %	3		
Difficultés pour s'agrandir à proximité de l'exploitation	17 %	2		
Faible disponibilité de la main d'œuvre familiale en général	11 %	0		
Faible disponibilité de la main d'œuvre salariée en périodes de pointe	6 %	0		
Faible disponibilité de la main d'œuvre familiale en périodes de pointe	6 %	0		
Faible disponibilité de la main d'œuvre salariée en général	3 %	0		
Difficulté d'emprunter à court terme	3 %	0		
Difficulté d'emprunter à long terme	2 %	0		
Opinion sur l'évolution de la politique agricole après 2013	<i>Pourcentage de répondants</i>	<i>Nombre de répondants</i>		
	Diminu- tion	Augmen- tation	Diminu- tion	Augmen- tation
Evolution des paiements découplés	42 %	13 %	6	0
Evolution des paiements couplés	33 %	34 %	2	1
Evolution des paiements du deuxième pilier	21 %	9 %	4	1

2.3. La récolte de données secondaires

Afin de calibrer au mieux les modèles utilisés pour les analyses (voir section 2.4), certaines données secondaires étaient nécessaires. L'objectif était de caractériser les systèmes agricoles de la région où les enquêtes avaient eu lieu. Des données ont par conséquent été récoltées sur : les structures agricoles et la géographie de la région ; les rendements, les coûts de production, et le temps de travail, selon les activités.

2.4. L'analyse des données

L'analyse des données primaires et secondaires a été réalisée par des modèles de programmation mathématique. Chaque exploitation enquêtée était représentée par un modèle, qui était calibré grâce aux informations récoltées lors des enquêtes et aux données secondaires. Le modèle comprenait une équation d'objectifs (plusieurs objectifs, pondérés selon les réponses des agriculteurs enquêtés) et des équations de contraintes (liens entre les activités, accumulation du capital et investissement, contraintes sur la disponibilité des ressources identifiées lors des enquêtes, etc).

La résolution des modèles s'est effectuée sur un horizon lointain (2021), afin de tenir compte des conséquences de long terme des décisions d'investissement sur la structure des exploitations. L'impact des différents scénarios a été analysé sur plusieurs variables présentées dans la section suivante : investissements, revenu d'exploitation, utilisation de travail, utilisation des terres.

3. Résultats

3.1. Evolution des investissements selon les scénarios

Le tableau 3 présente l'évolution des investissements des exploitations françaises sous les cinq scénarios étudiés en comparaison avec le scénario de référence S1, sur deux périodes : 2006-2013 et 2014-2021. Par exemple, en 2006-2013, les investissements diminueraient de 5% dans le scénario S3.1 par rapport à ce qu'ils seraient sous le scénario S1. Le tableau compare les exploitations françaises aux exploitations de type similaire (grandes cultures en région de plaines) en Allemagne et en Pologne.

Sous tous les scénarios, les investissements resteraient inchangés en Allemagne, alors qu'ils diminueraient en France. En Pologne, sur la période 2006-2013, sous certains scénarios les exploitations investiraient plus qu'elles ne l'auraient fait si la situation de 2006 (scénario S1) avait continué. L'effet négatif des scénarios sur les investissements se ferait plus ressentir sur la période 2014-2021 et lors de baisses de prix (S2.2 et S3.3).

Tableau 3 : Evolution des investissements sous les différents scénarios en comparaison avec le scénario de référence S1

		France		Allemagne		Pologne	
		2006-2013	2014-2021	2006-2013	2014-2021	2006-2013	2014-2021
Découplage	S2.1	-4 %	-97 %	0 %	0 %	18 %	-6 %
	S2.2	-6 %	-94 %	0 %	0 %	374 %	-52 %
Suppression du soutien	S3.1	-5 %	-99 %	0 %	0 %	246 %	-59 %
	S3.2	-10 %	-95 %	0 %	0 %	-10 %	-96 %
	S3.3	-201 %	-70 %	0 %	0 %	501 %	-59 %

3.2. Evolution du revenu d'exploitation selon les scénarios

Le tableau 4 présente l'évolution du revenu d'exploitation pour les exploitations de grandes cultures en régions de plaines en France, en Allemagne et en Pologne. Le revenu diminuerait en général sous tous les scénarios. La baisse serait très limitée pour les exploitations allemandes ; elle serait plus conséquente pour les exploitations polonaises. L'effet négatif serait plus fort sous les scénarios comportant une baisse des prix sur la période (S2.2 et S3.3) que sous ceux où les prix sont maintenus à leur niveau de 2006. Les systèmes agricoles qui verraient leur revenu augmenter sous tous les scénarios sont les exploitations de grandes cultures en région de plaines en Grèce (pas dans le tableau).

Tableau 4 : Evolution du revenu d'exploitation sous les différents scénarios en comparaison avec le scénario de référence S1

		France		Allemagne		Pologne	
		2006-2013	2014-2021	2006-2013	2014-2021	2006-2013	2014-2021
Découplage	S2.1	-5 %	-3 %	1 %	0 %	-10 %	-11 %
	S2.2	-26 %	-25 %	-15 %	0 %	-60 %	-66 %
Suppression du soutien	S3.1	-5 %	-35 %	1 %	-1 %	-23 %	-43 %
	S3.2	-5 %	-23 %	1 %	-1 %	-23 %	-37 %
	S3.3	-27 %	-45 %	-15 %	-1 %	-51 %	-53 %

3.3. Evolution du travail utilisé selon les scénarios

Le tableau 5 présente l'évolution du travail total utilisé par les exploitations françaises, allemandes et polonaises de grandes cultures en région de plaines. Les changements de politique auraient un faible impact sur le travail en France. En revanche, il diminuerait substantiellement en Pologne sous tous les scénarios. En Allemagne, il serait inchangé sauf dans les scénarios avec baisse des prix (S2.2 et S3.3) où il diminuerait de moitié.

Tableau 5 : Evolution du travail utilisé sur l'exploitation sous les différents scénarios en comparaison avec le scénario de référence S1

		France		Allemagne		Pologne	
		2006-2013	2014-2021	2006-2013	2014-2021	2006-2013	2014-2021
Découplage	S2.1	0 %	3 %	0 %	0 %	-5 %	-6 %
	S2.2	-1 %	3 %	-50 %	-50 %	-36 %	-54 %
Suppression du soutien	S3.1	0 %	2 %	0 %	0 %	-18 %	-38 %
	S3.2	0 %	3 %	0 %	0 %	-17 %	-32 %
	S3.3	-1 %	-2 %	-50 %	-50 %	-27 %	-37 %

3.4. Evolution de l'utilisation des terres selon les scénarios

Le tableau 6 présente l'évolution de la surface agricole utile pour tous les types d'exploitation (grandes cultures et élevage, région de plaines et région de montagnes) dans les sept pays étudiés. Sous tous les scénarios, cette surface diminuerait (par vente ou arrêt de la location), notamment sous les scénarios supposant une baisse des prix (S2.2 et S3.3).

Tableau 6 : Evolution de la surface agricole utile sous les différents scénarios en comparaison avec le scénario de référence S1

		Dans les 7 pays	
		2006-2013	2014-2021
Découplage	S2.1	-1 %	-3 %
	S2.2	-16 %	-22 %
Suppression du soutien	S3.1	-3 %	-28 %
	S3.2	-4 %	-15 %
	S3.3	-21 %	-42 %

Le tableau 7 présente l'évolution des terres utilisées pour la production de céréales, de fourrages et de maïs pour tous les types d'exploitation (grandes cultures et élevage, région de plaines et région de montagnes) dans les sept pays étudiés. Sous tous les scénarios, les terres utilisées en céréales et en maïs diminueraient, l'effet étant plus fort sous les scénarios intégrant une baisse des prix (S2.2 et S3.3). L'effet de la baisse des prix se ressentirait également sur l'utilisation des terres pour les fourrages, qui augmenterait sur la période 2006-2013 dans les scénarios avec prix maintenus (S2.1, S3.1 et S3.2).

Tableau 7 : Evolution de l'utilisation des terres pour certaines productions sous les différents scénarios en comparaison avec le scénario de référence S1

		Dans les 7 pays : céréales		Dans les 7 pays : fourrages		Dans les 7 pays : maïs	
		2006- 2013	2014- 2021	2006- 2013	2014- 2021	2006- 2013	2014- 2021
Découplage	S2.1	-16 %	-25 %	10 %	6 %	-12 %	-17 %
	S2.2	-35 %	-50 %	-13 %	-48 %	-20 %	-23 %
Suppression du soutien	S3.1	-12 %	-40 %	12 %	-22 %	-3 %	-29 %
	S3.2	-15 %	-37 %	10 %	-15 %	-4 %	-21 %
	S3.3	-42 %	-56 %	-22 %	-71 %	-33 %	-37 %

3.5. Résumé des résultats

Cette étude montre que les exploitations agricoles européennes seraient indéniablement affectées par un changement de politique allant vers plus de découplage ou moins de soutien. En général, le revenu des exploitations diminuerait, ainsi que leurs investissements. La baisse des prix semble avoir un impact plus fort sur la modification de comportement des exploitants que les changements de politique. Ceci confirme les déclarations des agriculteurs français enquêtés en 2006, selon lesquels l'évolution des prix agricoles était un paramètre plus important dans leurs stratégies que l'évolution de la politique de soutien.

Les résultats montrent que certains systèmes agricoles semblent néanmoins peu affectés par les divers scénarios, comme les exploitations de grandes cultures en région de plaines en Allemagne. Les exploitations françaises, quant à elles, modifieraient très peu leur utilisation de travail. Ceci montre que certains systèmes ont une marge de manœuvre et peuvent adapter leur stratégie selon le contexte, afin de maintenir leur durabilité.

Ce résumé a été réalisé par Laure LATRUFFE.

Les résultats complets de l'étude sont disponibles dans le document suivant :

Vittorio GALLERANI, Sergio GOMEZ Y PALOMA, Meri RAGGI, Davide VIAGGI. 2008.
Investment Behaviour in Conventional and Emerging Farming Systems under Different Policy Scenarios. JRC Scientific and Technical Report EUR 23245 EN, IPTS, Séville. 168p.
<http://ipts.jrc.ec.europa.eu/publications/pub.cfm?id=1557>

L'équipe française était composée de Laure LATRUFFE et Yann DESJEUX, aidés ponctuellement de Dominique DESBOIS, Kévin LEMAIRE et Fabrice LEVERT.